

URBANISATION ET CONSOMMATION D'ESPACE EN BELGIQUE. TENDANCES RÉGIONALES RÉCENTES

Jean-Baptiste JEHIN (*) et Bernadette MÉRENNE-SCHOUMAKER (**)

RÉSUMÉ

L'objectif de cet article est de mesurer l'évolution récente de l'espace urbanisé en Belgique, de montrer la diversité régionale du processus et d'en rechercher les mécanismes principaux. Il repose sur les statistiques cadastrales établies à l'échelle communale. Comme on pouvait s'y attendre, l'espace urbanisé a progressé en Belgique depuis 1980, mais à un rythme plus lent que pendant les années 1950-1970. L'habitat en est la composante majeure avec plus de la moitié de tous les espaces consommés. En termes de taux de croissance, les services (et surtout les bureaux) occupent la deuxième place tandis que les industries occupent la troisième position. En général, les contrastes régionaux se sont accrus, l'urbanisation reflétant très nettement le dynamisme régional ou local, d'où des valeurs élevées non seulement dans les espaces touchés par la périurbanisation et la rurbanisation mais aussi dans les régions en croissance.

MOTS-CLÉS : Urbanisation, consommation d'espace, Belgique, diversité régionale.

ABSTRACT - *Urbanisation and land-use in Belgium. Recent regional trends*

The object of this article is to measure the recent evolution of the urban space in Belgium, to show the regional diversity of the process and to seek its main mechanisms. It is based on the cadastral on a communal scale. As one could reasonably expect, the Belgian urban space has progressed since 1980, yet at a slower rhythm than during the years 1959-1970. Housing is its main component with over a half of the entire land-use. What growth rate concerns, services (and especially offices) are in the second place while industry ranks to the third position. Regional contrasts generally sharpened. Considering that urbanisation reflects the regional or local dynamism very distinctly, higher values spread out not only in places of suburbanisation and rurbanisation, but also in the developing regions.

KEY-WORDS : Urbanisation, land-use, Belgium, regional diversity.

(*) Assistant, Institut de Géographie, Université de Liège.

(**) Professeur ordinaire, Institut de Géographie, Université de Liège.

La consommation d'espace par l'urbanisation est le sujet de nombreux débats où s'affrontent généralement des avis très contradictoires faute souvent d'analyses scientifiques sérieuses.

Aussi, est-il apparu utile, vingt ans après une première étude (Mérenne-Schoumaker, 1976), de réanalyser la question en cherchant notamment à saisir les évolutions récentes et à tenter d'en détecter les mécanismes les plus fondamentaux et ce grâce à une recherche SSTC (Services fédéraux des Affaires Scientifiques, Techniques et Culturelles) s'inscrivant dans le programme "Leviers pour une politique de développement durable" (Brück, Jehin, Van Hoof & Mérenne-Schoumaker, 1998), recherche sur laquelle s'appuiera cette contribution.

1. Problématique

1.1. Intérêt du sujet

L'utilisation et la consommation du sol est sans conteste un thème majeur de la géographie puisqu'il s'agit d'une des manifestations les plus évidentes sur un espace donné de la présence humaine. Pour P. et G. Pinchemel (1994, 64), c'est même un des cinq processus d'intervention des hommes pour organiser ou faire fonctionner un espace, à côté du peuplement, de l'appropriation, de la gestion et de l'établissement de réseaux de relations. Pour comprendre une région ou une localité, il est ainsi indispensable d'en rechercher les modes d'occupation du sol.

Mais le sujet a aussi beaucoup d'intérêt en aménagement du territoire dont la finalité est une utilisation plus rationnelle de l'espace et une organisation de cadres de vie de qualité. En fait, deux préoccupations majeures semblent s'être succédées en ce domaine. Dans un premier temps, le souci était surtout environnemental et de protection de l'espace rural, agricole ou non ; on craignait ainsi qu'une urbanisation non contrôlée détruise les paysages ruraux, restreigne les possibilités de développement de l'agriculture, urbanise en quelque sorte les campagnes. Aujourd'hui, tout en étant toujours soucieux de ces aspects, on ajoute une dimension davantage économique et sociale en mettant en exergue les surcoûts liés à la périurbanisation et la rurbanisation, par exemple en matière de déplacements, de desserte en services à la population en zone de faible densité, de création de nouveaux équipements alors que, parallèlement, les centres des agglomérations urbaines se vident en particulier des populations les plus aisées ce qui crée à son tour des surcoûts urbains et une réelle ségrégation spatiale des populations.

D'où l'intérêt d'une recherche sur la consommation de l'espace urbanisé dans le cadre d'un programme sur le développement durable.

1.2. Difficultés des mesures

Si les travaux en matière de consommation d'espace sont rares, c'est sans conteste en raison de la pauvreté des données. En effet, les sources d'informations sont, au total, peu nombreuses.

Jusqu'en 1980, les seules informations disponibles provenaient des recensements généraux de l'agriculture et des forêts (1910, 1929, 1950, 1959 et 1970), par ailleurs arrêtés en 1970 et de la statistique communale annuelle des réseaux de communication par terre (routes) et par eau (rivières

navigables et flottables, canaux) dont l'ensemble forme, dans les matrices cadastrales, la partie non cadastrée. Depuis 1959, on pouvait aussi prendre en compte le recensement annuel agricole et horticole au 15 mai qui fournit la superficie par grands types de cultures et, depuis 1983, la superficie des prés et des prairies et des cultures horticoles. Mais l'espace urbanisé comptabilisé de la sorte n'était en fait qu'un solde (Équerre & Mens en Ruimte, 1974).

Certes, dès les années 60, la photo-interprétation, puis la télédétection furent aussi utilisées, mais les recherches ainsi menées, étant lentes et fastidieuses, ne concernent que des espaces restreints (par exemple, la très belle étude menée sur Liège par Donnay, Laloux & Nadasdi en 1986) ; en outre, les typologies développées suite au traitement des images satellitaires (comme au traitement des photographies aériennes) se basent sur les caractéristiques morphologiques des affectations du sol et non sur les fonctions et les études évolutives sont difficiles par nécessité d'utiliser deux jeux d'images ou de photographies offrant les mêmes qualités.

On comprend dès lors tout l'intérêt des statistiques du cadastre disponibles annuellement depuis 1980 et utilisées dans le cadre de notre recherche. Ces statistiques communiquées par l'INS sont produites à partir des matrices cadastrales. Seule source d'information qui donne actuellement un aperçu détaillé et exhaustif de l'utilisation du sol en Belgique (Van der Haegen, 1982, 3), elle est aussi informatisée depuis 1982. Les parcelles cadastrales sont classées en trois groupes : bâties, non bâties et non normalisées et les deux premiers sont respectivement divisés en 10 classes et en 15 classes dont 3 pour l'habitat et 12 pour les autres fonctions urbaines. Certes, quelques réserves doivent être faites : les parcelles bâties comprennent très souvent une partie non bâtie comme un jardin, un pré... Il n'est pas possible de distinguer les quais, les chemins de fer, les carrières, les terrains industriels, les terrains à bâtir, les parkings, les champs d'aviation, les terrains militaires, les cimetières, les cours... qui sont regroupés en une seule catégorie "autres". Les parties non cadastrées (routes et voies d'eau) sont reprises dans un poste spécifique et la mise à jour des informations est dépendante des données transmises par les propriétaires. Toutefois, malgré ces limites, les données cadastrales présentent de l'intérêt, notamment en matière d'évolution, puisqu'il y a dans ce cas possibilité de comparer des informations similaires.

2. L'urbanisation actuelle et son évolution récente

2.1. Taux d'urbanisation en 1995

Le taux d'urbanisation du pays au 01.01.1995 est de 20,2 %. La figure 1 montre bien les grands contrastes régionaux qu'il est très aisé de corréliser à la densité de la population (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, 1997, 16). On y observe l'importance majeure des grandes agglomérations, principalement Bruxelles, Anvers, Liège où les pourcentages peuvent dépasser 68 % et dans une mesure moindre Gand et Charleroi qui dépassent toutefois 50 %. Sans conteste, la taille des communes influence ce classement, Liège étant par exemple de surface plus restreinte que Charleroi et surtout que Gand. Le fait joue aussi pour Namur et Tournai qui apparaissent moins urbanisées qu'Hasselt ou Courtrai. La figure montre, comme on s'y attendait, une Flandre beaucoup plus urbanisée, sauf peut-être dans sa partie occidentale, que la Wallonie (les taux étant de 27,3 % et de 14,1 %). En Wallonie, on perçoit bien le sillon de Tournai à Verviers et un axe d'urbanisation reliant La Louvière à Bruxelles (pour une analyse plus détaillée de la Wallonie, on peut consulter l'étude de Christians *et al.*, 1995).

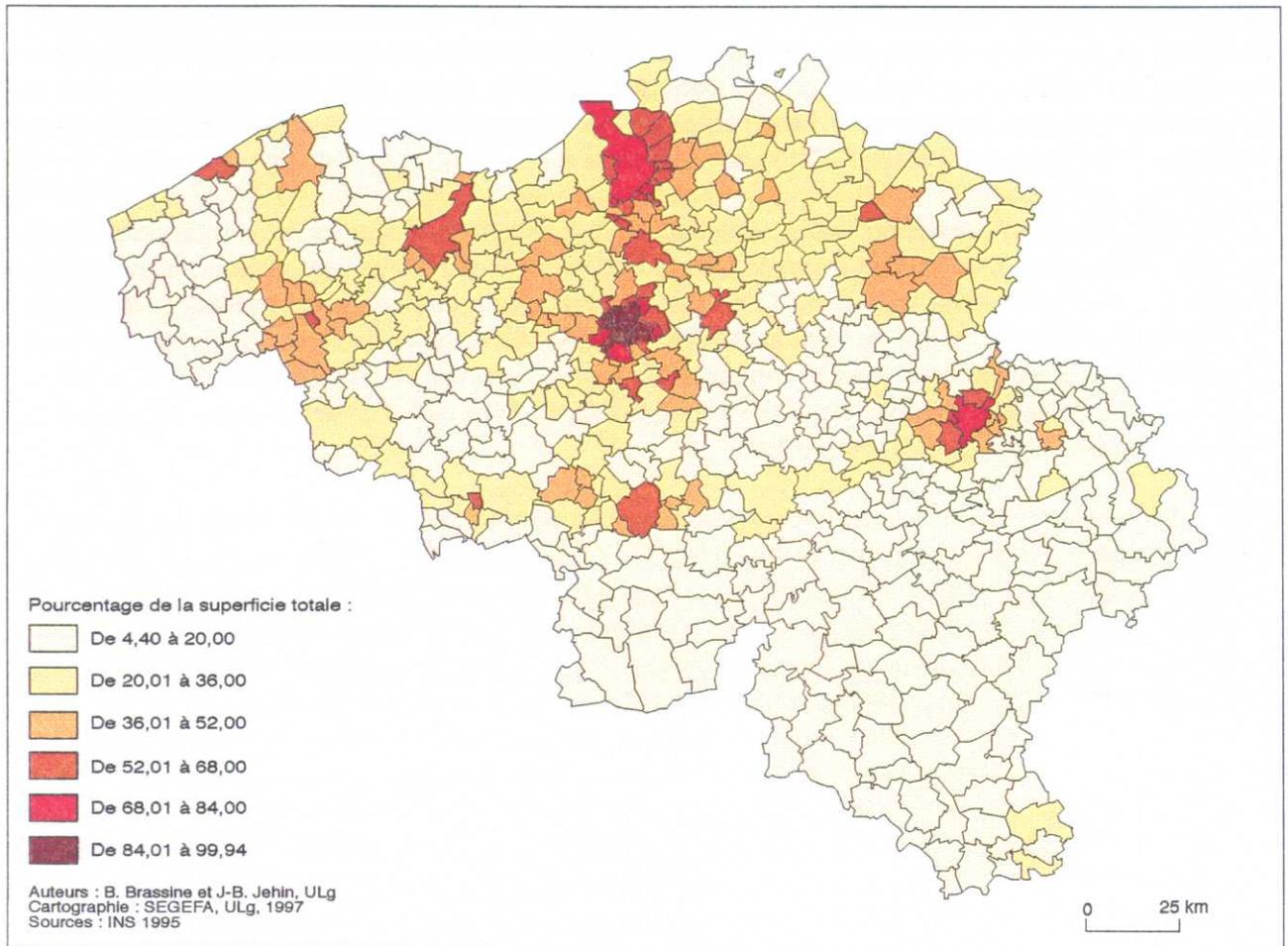


Figure 1 : Occupation du sol par l'espace urbanisé en 1995

2.2. Évolution générale de l'urbanisation

En combinant des informations plus anciennes, relatives aux périodes 1929-1950, 1950-1959 et 1959-1970, extraites de l'étude réalisée par l'Équerre et Mens en Ruimte en 1974 et les données cadastrales 1980-1995, on obtient le tableau 1 qui fournit le taux de croissance annuel de l'espace urbanisé pour quatre grandes périodes, la décennie 1970-1980 ne pouvant être couverte en raison de l'absence de données.

L'analyse de ce tableau montre d'abord une urbanisation continue dans le temps, moins forte toutefois depuis 1980. Seule exception, la Région de Bruxelles-Capitale qui, en raison de l'exiguïté de son territoire, voit son taux de croissance annuelle de l'espace urbanisé diminuer au cours des quatre périodes. Si Flandre et Wallonie évoluent de concert jusqu'en 1970, il n'en est plus de même depuis 1980, l'évolution de l'urbanisation de la Wallonie devenant alors plus faible que celle de la Flandre.

Tableau 1 : Taux de croissance annuel de l'espace urbanisé (en %)

| | 1929-1950 | 1950-1959 | 1959-1970 | 1980-1995 |
|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Belgique | 1,67 | 2,11 | 2,72 | 1,65 |
| Région wallonne | 1,66 | 2,34 | 2,88 | 1,32 |
| Région flamande | 1,72 | 2,02 | 2,69 | 1,93 |
| Région de Bruxelles-Capitale | 0,74 | 0,60 | 0,53 | 0,43 |
| Province du Hainaut | 1,32 | 2,16 | 2,91 | 0,91 |
| Province de Liège | 1,17 | 2,26 | 3,05 | 1,21 |
| Province du Luxembourg | 2,36 | 2,46 | 1,95 | 2,10 |
| Province de Namur | 1,96 | 2,56 | 3,13 | 1,27 |
| Province du Brabant (*) | 1,60 | 2,25 | 3,31 | 1,64 |
| Province d'Anvers | 1,81 | 1,68 | 2,71 | 1,88 |
| Province du Limbourg | 1,96 | 3,15 | 2,56 | 2,00 |
| Province de Flandre occid. | 1,79 | 1,46 | 2,40 | 2,03 |
| Province de Flandre orient. | 1,43 | 1,53 | 2,45 | 1,95 |

Sources : Statistique de l'occupation du sol du cadastre, INS, 1982 et 1995, et Équerre & Mens en Ruimte, 1974.

À l'échelle des provinces, les contrastes sont aussi beaucoup plus grands pour la période récente avec un taux particulièrement faible dans le Hainaut et nettement plus élevé dans la province du Luxembourg, taux qui dépasse d'ailleurs celui de toutes les provinces flamandes. Sans conteste, l'urbanisation semble liée au dynamisme récent des différentes régions.

2.3. Évolution de l'urbanisation depuis 1982

Le contraste Flandre-Wallonie manifeste sur la figure 1 est moins fort sur la figure 2. Celle-ci met en évidence une urbanisation en croissance partout sauf dans quatre communes de l'agglomération bruxelloise : Etterbeek, Ganshoren, Saint-Josse-ten-Noode et Hoeilaart. Les plus faibles taux s'observent dans la province du Hainaut, çà et là dans les autres provinces wallonnes et aussi à l'échelle des parties centrales de la plupart des agglomérations, non seulement les cinq plus grandes, mais aussi Namur,

(*) Il s'agit de l'ancienne province du Brabant comprenant les provinces du Brabant flamand, du Brabant wallon et la région de Bruxelles-Capitale.

Tournai, Mons, La Louvière, Verviers, Ostende... confirmant ainsi un certain lien entre déclin ou stagnation démographique (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, *ouvr. cit.*, 17) et faible urbanisation. Les taux les plus élevés sont, par contre, enregistrés au nord-est de Bruxelles aux environs de Louvain, au nord de Genk, dans le Sud-Est de la province du Luxembourg et dans une zone en contact entre la province de Liège et celle du Luxembourg. Toutefois, il convient d'interpréter ces valeurs avec prudence car, dans certaines communes rurales, une forte croissance relative s'explique essentiellement par les faibles valeurs de départ.

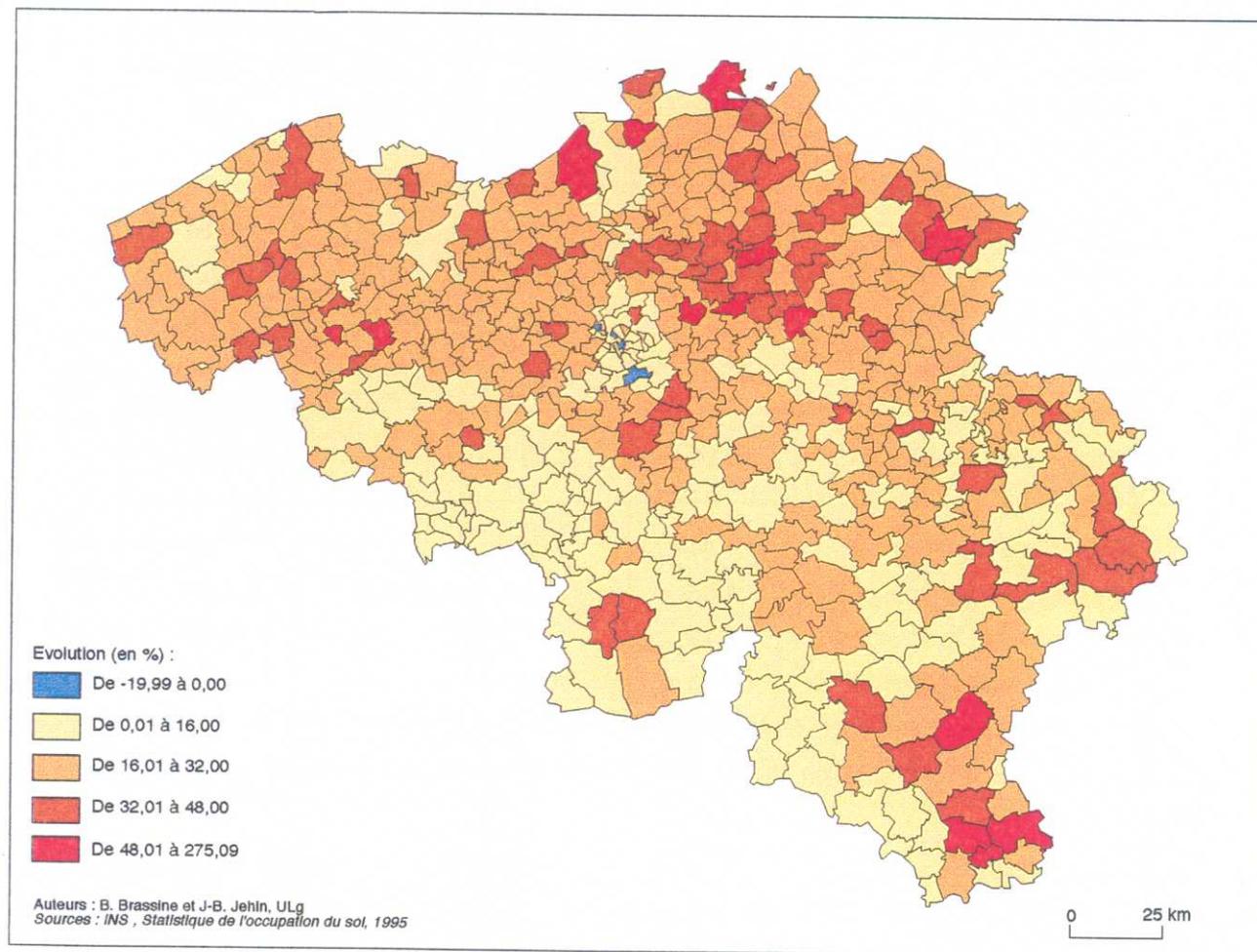


Figure 2 : Évolution de la superficie du sol occupée par les espaces urbanisés entre 1982 et 1995

Le tableau 2 permet, par ailleurs, de confronter par région et province le taux d'urbanisation de 1982 avec le taux de croissance de l'espace urbanisé entre 1982 et 1995. Mis à part le cas de la Région de Bruxelles-Capitale déjà évoqué, on note un certain parallélisme entre les deux taux, sauf dans trois cas : le Hainaut avec un taux de croissance beaucoup plus faible que le taux d'urbanisation et, à l'opposé, les provinces de Flandre occidentale et surtout du Luxembourg où le taux de croissance est près de trois fois plus élevé que le taux d'urbanisation en 1982. Par ailleurs, l'urbanisation a consommé, pour la période 1982-1995, 3,46 % du territoire belge avec des variations allant de 6,36 % pour la province d'Anvers à seulement 1,21 % pour celle du Luxembourg.

Tableau 2 : Consommation de l'espace par l'urbanisation entre 1982 et 1995 (en %)

| | Taux d'urbanisation en 1982 | Taux de croissance de l'espace urbanisé | Taux d'urbanisation en 1995 | Part du territoire consommé par l'urbanisation |
|------------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------|--|
| Belgique | 16,93 | 20,46 | 20,20 | 3,46 |
| Région wallonne | 12,20 | 15,20 | 14,10 | 1,85 |
| Région flamande | 22,10 | 24,71 | 27,30 | 5,45 |
| Région de Bruxelles-Capitale | 77,05 | 5,50 | 81,40 | 4,20 |
| Province du Hainaut | 17,01 | 10,75 | 18,80 | 1,83 |
| Province de Liège | 19,08 | 16,40 | 16,40 | 2,30 |
| Province du Luxembourg | 6,95 | 17,51 | 8,10 | 1,21 |
| Province de Namur | 9,90 | 15,42 | 11,40 | 1,52 |
| Province du Brabant wallon | 17,78 | 22,80 | 21,80 | 4,06 |
| Province du Brabant flamand | 22,75 | 25,62 | 27,60 | 5,80 |
| Province d'Anvers | 27,46 | 23,21 | 33,80 | 6,36 |
| Province du Limbourg | 20,43 | 23,63 | 25,40 | 4,81 |
| Province de Flandre occid | 18,14 | 26,10 | 22,80 | 4,74 |
| Province de Flandre orient. | 22,02 | 25,40 | 27,30 | 5,58 |

Source : Statistique de l'occupation du sol du cadastre, INS, 1982 et 1995.

3. Les composantes de l'espace urbanisé et leur dynamique récente

3.1. Principales composantes

Deux fonctions dominent largement : l'habitat et les voies de communication (non compris les chemins de fer et les champs d'aviation repris dans la catégorie "autres"). À elles deux, elles représentent près des deux tiers de l'espace urbanisé belge, trois autres fonctions ayant encore une certaine importance : les industries, les services publics et les parcs et jardins à côté de la rubrique "autres" malheureusement peu pertinente (tableau 3).

La comparaison Flandre-Wallonie montre des réseaux de communication aux emprises spatiales beaucoup plus fortes en Wallonie alors qu'en Flandre, tous les autres postes (sauf parcs et jardins et terrains récréatifs et de loisirs) sont légèrement plus développés. Dans la Région de Bruxelles-Capitale,

les composantes proportionnellement les mieux représentées sont les bâtiments destinés aux services (bâtiments publics, bureaux, commerces) ainsi que les parcs et jardins.

Tableau 3 : Composantes de l'espace urbanisé en 1995 (en %)

| | Belgique | Flandre | Wallonie | Bruxelles-Capitale |
|-------------------------------------|----------|---------|----------|--------------------|
| Habitat | 34,80 | 36,80 | 32,00 | 30,62 |
| Routes et voies d'eau | 30,00 | 26,40 | 35,80 | 26,15 |
| Bâtiments industriels et ateliers | 6,10 | 6,80 | 5,00 | 6,15 |
| Bâtiments publics | 5,20 | 5,40 | 4,60 | 9,06 |
| Immeubles de bureaux | 0,22 | 0,20 | 0,14 | 2,03 |
| Bâtiments à destination commerciale | 1,80 | 1,90 | 1,60 | 3,78 |
| Parcs et jardins | 5,90 | 5,40 | 6,40 | 11,31 |
| Terrains récréatifs et de loisirs | 1,30 | 1,20 | 1,40 | 1,97 |
| Autres | 14,60 | 15,90 | 13,00 | 8,94 |

Source : Statistique de l'occupation du sol du cadastre, INS, 1995.

3.2. L'habitat

Entre 1982 et 1995, l'espace consommé par l'habitat a crû de 33,6 %. Mais cette croissance est très inégalement répartie (tableau 4) : 48,3 % dans la province d'Anvers, 43,6 % dans le Luxembourg, 42 % dans les deux Brabant contre 5,8 % dans la Région de Bruxelles-Capitale et 17,3 % dans le Hainaut. La figure 3 montre mieux encore les contrastes qui semblent d'ailleurs davantage Ouest-Est que Nord-Sud, les plus fortes croissances s'observant en Campine, au sud-est de Bruxelles, tout autour de Liège, au sud de Namur et dans la partie sud du Luxembourg ; dans la partie ouest, seul le Westhoek, quelques communes au sud de Gand et d'Anvers et à l'ouest de Bruxelles connaissent, par contre, une forte croissance.

Cette dualité Ouest-Est de la Belgique n'est pas spécifique à ce phénomène. On la retrouve pour d'autres composantes socio-démographiques comme le confort des logements, l'évolution de la population, l'importance des jeunes hommes (25-29 ans) habitant encore chez leurs parents, les femmes de 65 à 69 ans résidant encore avec des enfants (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, *ouvr. cit.*, 81, 17, 47 et 51), confortant ainsi un lien entre la dynamique de l'habitat et certains comportements démographiques. Toutefois, le lien est beaucoup plus faible avec la dynamique des migrations (*Ibidem*, 31-32), ce qui permet de dire que la croissance de l'espace consommé par l'habitat est davantage un phénomène généré à l'interne des communes que produit par des mouvements entre les communes. Elle est aussi fortement corrélée aux revenus (Jehin, 1998, 49).

Tableau 4 : Consommation de l'espace par l'habitat entre 1982 et 1995 (en %)

| | Taux de croissance de l'habitat | Part du territoire consommé par l'habitat | Part de l'habitat dans la consommation d'espace |
|------------------------------|---------------------------------|---|---|
| Belgique | 33,6 | 1,8 | 52,0 |
| Région wallonne | 28,7 | 1,0 | 54,1 |
| Région flamande | 37,5 | 2,8 | 51,4 |
| Région de Bruxelles-Capitale | 5,8 | 1,4 | 33,3 |
| Province du Hainaut | 17,3 | 1,0 | 54,6 |
| Province de Liège | 31,3 | 1,2 | 52,2 |
| Province du Luxembourg | 43,6 | 0,5 | 41,3 |
| Province de Namur | 32,4 | 0,9 | 59,2 |
| Province du Brabant wallon | 42,9 | 2,8 | 69,0 |
| Province du Brabant flamand | 42,0 | 3,4 | 58,6 |
| Province d'Anvers | 48,3 | 3,6 | 56,6 |
| Province du Limbourg | 38,0 | 2,4 | 49,9 |
| Province de Flandre occid | 27,7 | 2,0 | 42,2 |
| Province de Flandre orient. | 33,4 | 2,6 | 46,6 |

Source : Statistique de l'occupation du sol du cadastre, INS, 1982 et 1995.

L'espace consommé par l'habitat entre 1982 et 1995 représente ainsi 1,8 % du territoire belge, soit 52 % de tout l'espace consommé par l'urbanisation pendant la même période (tableau 4). C'est beaucoup plus que la part relative de l'habitat dans la consommation d'espace qui n'était que de 34,8 % (tableau 3) ce qui souligne bien l'importance de celui-ci dans la croissance récente de la consommation d'espace. A l'échelle des régions et provinces, il faut souligner l'importance de la part de l'habitat en Brabant wallon, dans la province de Namur, en Brabant flamand et aussi dans la province d'Anvers et, à l'opposé, sa faiblesse relative dans la région de Bruxelles-Capitale, dans la province du Luxembourg (où malgré un taux de croissance très élevé, l'espace consommé ne représente que 0,9 % du territoire provincial) et en Flandre occidentale. La croissance de l'habitat entre 1982 et 1995 a, par ailleurs, consommé respectivement 3,6 % de la province d'Anvers, 3,4 % de celle du Brabant flamand et 2,8 % de celle du Brabant wallon.

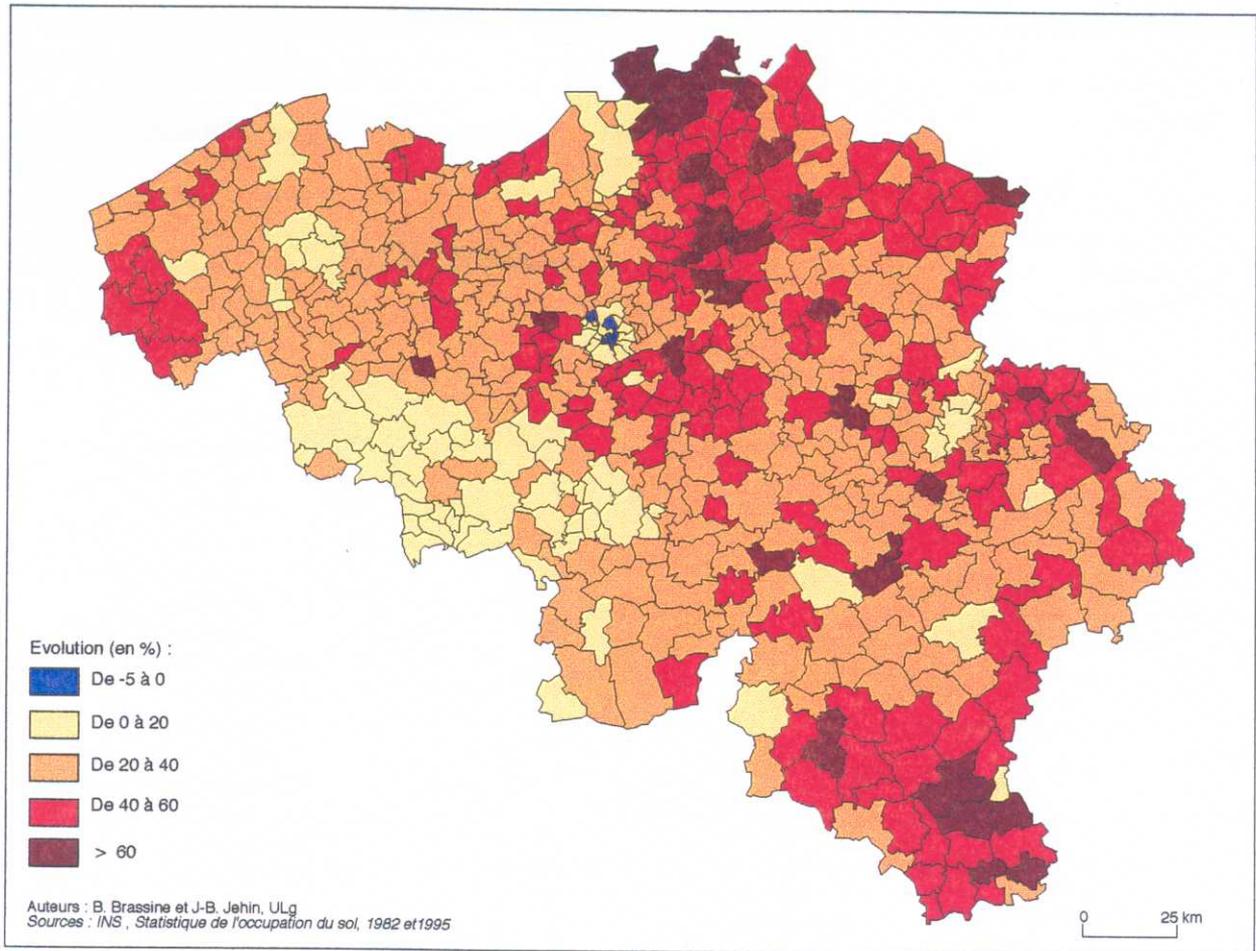


Figure 3 : Évolution de la superficie du sol occupée par l'habitat entre 1982 et 1995

3.3. Les infrastructures de transport

Malgré les limites des sources statistiques en ce domaine (voir en 1.2.), il est possible d'appréhender les variations régionales de cette composante essentielle de la consommation d'espace (tableau 5). Son taux de croissance 1982-1995 est de 9,4 %, soit trois fois moins que celui de l'habitat. La croissance est, par ailleurs, plus forte en Flandre qu'en Wallonie et les maxima sont enregistrés en Flandre occidentale (18,0 %), en Flandre orientale (12,6 %) et dans le Brabant flamand (12,5 %). L'espace urbanisé par les voies de communication étant proportionnellement plus important en Wallonie qu'en Flandre (tableau 3), tout indique dès lors que cette situation est déjà ancienne et s'explique surtout par les grands travaux routiers et autoroutiers des années 60 et 70.

3.4. Les industries

Le taux de croissance pour la période 1982-1995 est du même ordre de grandeur que celui de l'habitat : 35,5 % contre 33,6 % (tableau 5). C'est beaucoup quand on sait que sur la même période, le secteur industriel a perdu près de 200 000 emplois. Mais c'est sans compter sur un processus majeur : la relocalisation de nombreuses activités, la plupart du temps dans les parcs industriels.

Tableau 5 : Évolution de la consommation de l'espace par les infrastructures routières, les bâtiments industriels et les services entre 1982 et 1995 (en %)

| | Taux d'évolution des infrastructures routières et des voies d'eau (1) | Taux d'évolution des bâtiments industriels (2) | Taux d'évolution des immeubles de bureaux (3) | Taux d'évolution des bâtiments à destination commerciale (4) | Taux d'évolution des bâtiments publics (5) | Total des services (3) + (4) + (5) |
|-------------------------------|---|--|---|--|--|------------------------------------|
| Belgique | 9,4 | 35,5 | 139,4 | 63,6 | 54,2 | 58,3 |
| Région wallonne | 7,1 | 25,8 | 93,9 | 76,9 | 55,3 | 61,1 |
| Région flamande | 11,3 | 42,0 | 190,5 | 60,0 | 57,6 | 60,2 |
| Région de Bruxelles-Capitale | 12,6 | 4,0 | 101,1 | 30,8 | 7,5 | 20,6 |
| Province du Hainaut | 6,1 | 14,5 | 77,6 | 76,1 | 45,4 | 55,1 |
| Province de Liège | 6,0 | 27,8 | 90,3 | 84,7 | 73,2 | 76,3 |
| Province du Luxembourg | 11,6 | 79,1 | 85,7 | 65,8 | 53,2 | 55,7 |
| Province de Namur | 5,2 | 29,5 | 49,1 | 71,9 | 53,0 | 55,7 |
| Province du Brabant wallon | 8,1 | 37,5 | 223,3 | 81,1 | 43,3 | 54,8 |
| Province du Brabant flamand | 12,5 | 37,9 | 453,2 | 53,1 | 43,7 | 52,4 |
| Province d'Anvers | 8,0 | 42,4 | 136,4 | 78,7 | 61,8 | 66,6 |
| Province du Limbourg | 6,3 | 46,1 | 117,5 | 63,3 | 103,2 | 93,6 |
| Province de Flandre occid. | 18,0 | 45,3 | 142,5 | 56,9 | 33,7 | 41,5 |
| Province de Flandre orientale | 12,6 | 38,0 | 188,0 | 49,1 | 49,2 | 50,9 |

Source: Statistique de l'occupation du sol du cadastre, INS, 1982 et 1995.

Le taux de croissance fluctue assez logiquement d'un espace à l'autre : il est très réduit à Bruxelles qui s'est fortement désindustrialisée mais est très élevé dans la province du Luxembourg qui, depuis une dizaine d'années, résiste beaucoup mieux que les autres provinces wallonnes à la désindustrialisation (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, *ouvr. cit.*, 117). En général, les taux de croissance sont, comme attendu, plus élevés en Flandre qu'en Wallonie où, à côté du Luxembourg, on note encore un certain développement du Brabant wallon qui profite comme on le sait de la proximité de Bruxelles à la fois pour les créations et les transferts.

3.5. Les services

C'est la catégorie d'activités qui connaît le plus haut taux de croissance pour la période 1982-1995 avec un développement spectaculaire des bureaux et une forte croissance des bâtiments commerciaux (tableau 5). Le processus souligne la tertiarisation générale de l'économie.

Calculés sur de plus petites valeurs, les taux fluctuent beaucoup surtout pour les bureaux : 453,2 % dans le Brabant flamand pour 49,1 % dans la province de Namur. De nouveau, les taux flamands dépassent les taux wallons, exception faite du Brabant wallon, la région de Bruxelles-Capitale se situant entre les deux avec un score de 101,1 %. Pour les bâtiments commerciaux, les taux wallons dépassent souvent les taux flamands, conséquence sans aucun doute d'une pénétration plus forte des nouvelles formes de distribution "grande surface" en Wallonie qu'en Flandre. C'est la province de Liège qui dans ce cas arrive en tête suivie par le Brabant wallon. Quant aux bâtiments publics, leur taux varie peu d'une région à l'autre mais plus par province où l'on note une valeur très élevée dans le Limbourg et très faible dans la région de Bruxelles-Capitale.

Ainsi, au total, l'évolution de la consommation d'espace par les services semble peu liée au dynamisme de l'habitat, ni même au dynamisme économique sauf pour les bureaux qui traduisent bien l'évolution du tertiaire marchand (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, *ouvr. cit.*, 117).

4. Bilan et perspectives

L'espace urbanisé a continué à progresser depuis 1980 et ce généralement au détriment des terres agricoles et des prés et pâtures, les surfaces basées se maintenant pratiquement à leur niveau de 1982 (soit près de 20 % du territoire belge). La Flandre a surtout été touchée : elle a perdu 54 300 ha de terres agricoles et 6 261 ha de pâtures et de prés, soit 4,5 % de son territoire ; la Wallonie a perdu pour sa part surtout des pâtures et des prés (18 300 ha) et deux fois moins de terres agricoles (9 410 ha) soit, au total, 1,6 % de son territoire. La figure 4 montre bien les régions les plus touchées : le losange flamand Anvers-Gand-Bruxelles-Louvain, le Limbourg du centre et du Sud, le Courtrais, l'axe allant de Courtrai à Bruges via Roulers, le Brabant wallon et le sillon wallon, surtout au voisinage de Liège.

Par ailleurs, l'espace se banalise de plus en plus à la faveur des lotissements, des implantations en rangée le long des routes et de la multiplication des activités dans l'espace périurbain et rural pendant que les villes se vident de leurs habitants et de leurs activités, de même que les noyaux villageois (Brulard, 1996, 16).

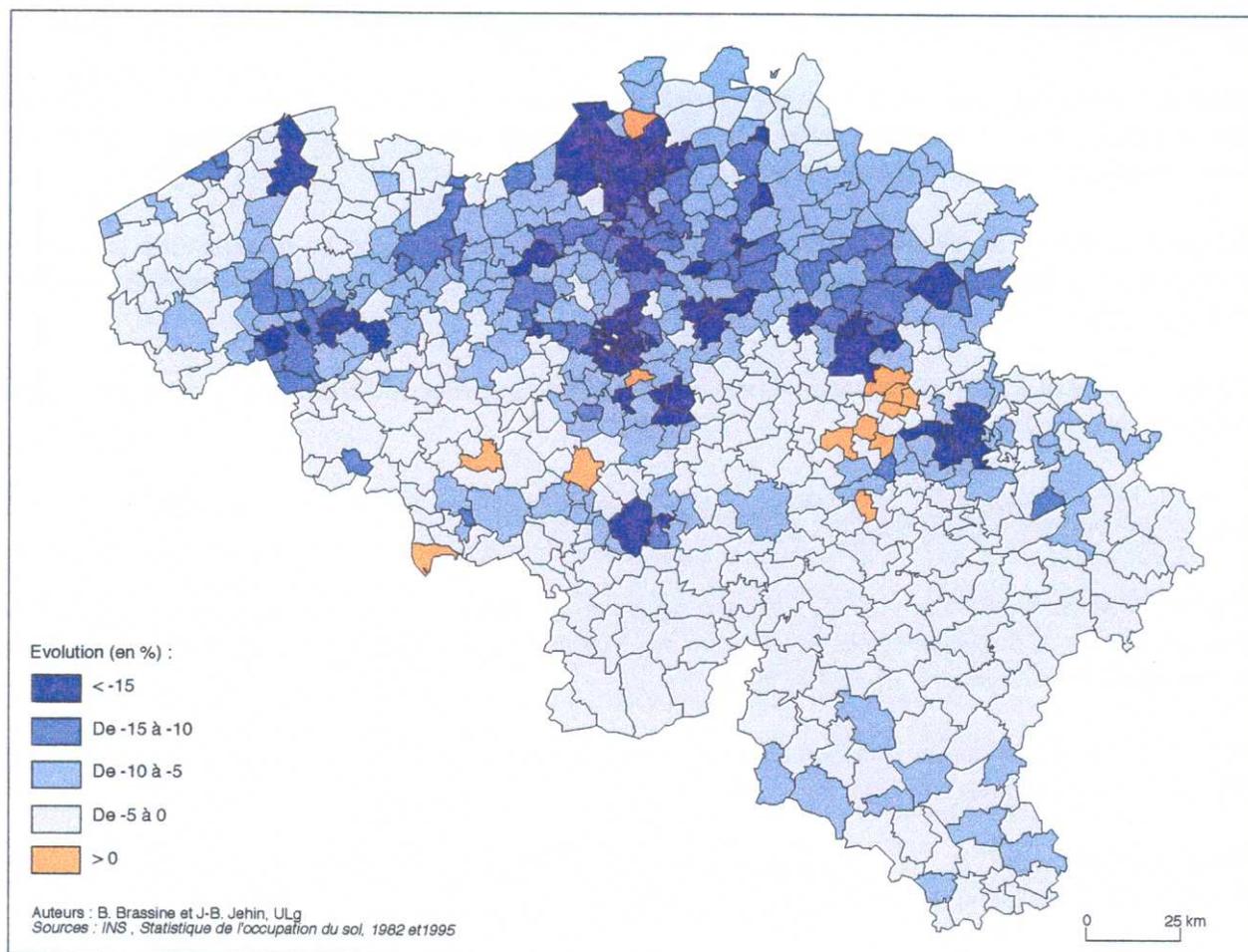


Figure 4 : Évolution de la superficie du sol occupée par les terres agricoles entre 1982 et 1995

Sans conteste, sans des mesures volontaristes (et sans doute coercitives), tout indique que le processus continuera, peut-être avec une ampleur moindre au fur et à mesure que les relocalisations (de l'habitat ou des activités) se réduiront en nombre. Mais les problèmes sont là et doivent être à présent gérés, le plus important étant pour nous la dualisation sociale croissante des espaces et plus particulièrement des espaces résidentiels. Le fait est très visible dans l'atlas du recensement publié récemment par les géographes et démographes belges (Mérenne, Van der Haegen & Van Hecke, *ouvr. cit.*) en particulier à l'échelon des secteurs statistiques des grandes régions urbaines (97-101). Si rien n'est fait, on risque donc de plus en plus de voir se concentrer tous les problèmes dans les mêmes communes, dans les mêmes quartiers, rendant de la sorte ces problèmes insolubles.

L'évolution plaide donc pour une autre gestion des territoires via un aménagement favorisant davantage les réutilisations et la mixité que la croissance désordonnée des espaces résidentiels et des activités. C'est particulièrement important pour les zones les plus dynamiques : le losange flamand, la Campine, le Courtrais, le Brabant wallon, le Sud et l'Est de la province de Liège et le Luxembourg.

Bibliographie

- Bruck L., Jehin J.-B., Van Hoof T. et Mérenne-Schoumaker B. (1998), *Les comportements résidentiels des ménages face à la problématique du développement durable. Première phase : Étude des consommations d'espace et d'énergie*. SSTC, Bruxelles, inédit.
- Brulard T. (1996), Les villages du Brabant wallon confrontés à l'extension de la périphérie bruxelloise, *Recherches de géographie humaine, Hommage au Professeur Charles Christians*, Société Géographique de Liège, Liège, 13-18.
- Christians C. et al. (1995), Occupation du sol et utilisation du sol, *État de l'Environnement Wallon*, Région Wallonne, Namur, inédit.
- Donnay J.-P., Laloux J.-P. et Nadasdi I. (1986), Affectation du sol, *Liège aujourd'hui et demain*, Sporck J.A. (Éd.), É. Wahle, Liège, 11-28.
- Équerre et Mens en Ruimte (1974), *L'espace urbanisé en Belgique. 1. Évolution, situation et prévision pour la Wallonie et Bruxelles-Capitale*. Ministère des Travaux Publics. Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Bruxelles, inédit.
- Jehin J.-B. (1998), La périurbanisation et la rurbanisation à travers la consommation d'espace, *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 34, 45-52.
- Mérenne-Schoumaker B. (1976), Occupation et consommation de l'espace urbanisé. Quelques observations en Belgique, *La Géographie*, 108, 25-42.
- Mérenne-Schoumaker B. (1979), Urbanisation et consommation d'espace en Belgique, *Hommes et Terres du Nord*, 2, 41-46.
- Mérenne B., Van der Haegen H., Van Hecke É. (éds.) (1997), La Belgique. Diversité territoriale, *Bulletin du Crédit Communal*, 202.
- Pinchemel P. & G. (1994), *La face de la terre. Éléments de géographie*. A. Colin, Paris.
- Van der Haegen H. (1982), L'utilisation du sol en Belgique et son évolution depuis 1834 sur base des données cadastrales, *Bulletin de Statistique*, I.N.S., Bruxelles.